



DOSSIER Canicules : catastrophes à répétition

En pleine vague de chaleur, le gouvernement a décidé de dissoudre une entité de recherche sur la transition écologique

D'après des informations obtenues par « Mediapart », l'exécutif a décidé le mois dernier la dissolution du GIP Epau, le groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains. Cet opérateur public menait des programmes de recherche avec les collectivités pour adapter les villes au changement climatique et atténuer ses effets.

Amélie Poinssot

27 juin 2026 à 10h46

Voilà qui fait tache, à l'heure où la France pulvérise tous les records de chaleur connus jusque-là. D'après les informations de *Mediapart*, le 28 mai dernier, une réunion interministérielle organisée sous l'égide de Matignon a décidé la fermeture du groupement d'intérêt public (GIP) Europe des projets architecturaux et urbains (Epau).

Cet opérateur public, qui emploie une vingtaine de personnes contractuelles, mène depuis deux décennies différents programmes de recherche en lien avec les collectivités locales. Leur sujet ? Renouveler les modèles d'urbanisme et les quartiers populaires, adapter les villes au changement climatique, intégrer la biodiversité dans le tissu urbain... et atténuer les bouleversements écologiques en cours.



Captures d'écran du site epau.fr © Photomontage Mediapart

Alors que la France traversait déjà, les derniers jours de mai, une vague de chaleur précoce, le cabinet du premier ministre a acté pendant cette période la dissolution de l'organisme d'ici à la fin de l'année. D'après un document ministériel que *Mediapart* a pu consulter, cette suppression serait effective au 31 décembre 2026, et la liquidation de l'opérateur, confiée au ministère de la transition écologique, devra être achevée un an plus tard.

Contactés pour connaître les raisons de cette décision, le cabinet du premier ministre Sébastien Lecornu et celui de la ministre de la transition écologique Monique Barbut n'ont pas donné suite.

Incompréhension des scientifiques

Le GIP Epau, sous tutelle des ministères de la culture et de la transition écologique, mettait autour de la table élu·es, scientifiques, architectes, urbanistes et citoyen·nes. Autour d'une dizaine de programmes de recherche-action, d'expérimentation et de prospective, de multiples projets ont associé des centaines de chercheurs et chercheuses et accompagné, au total, près de 200 collectivités territoriales.

Si certains de ces programmes vont être réintégrés dans d'autres établissements, d'autres vont disparaître purement et simplement. C'est le cas de deux d'entre eux, Popsu (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines) et Érable (un programme orienté sur les politiques de biodiversité), qui permettent pourtant de mettre en œuvre une partie du Plan national

d'adaptation au changement climatique (Pnacc) lancé en 2023 au titre de la mesure 46 : « Mobiliser la recherche et les connaissances scientifiques sur le changement climatique et les solutions pour s'y adapter. »

« Les décideurs sont en train de casser le thermomètre. Mais ça n'empêchera pas d'avoir la fièvre. »

Jean-Baptiste Bosson, glaciologue

Jointe par *Mediapart*, Marie-Christine Jaillet, qui assure la coordination du premier, n'en revient pas. « *Ce serait la dilapidation d'un dispositif qui a montré son efficacité, dit cette directrice émérite de recherche au CNRS. Il faut du temps pour construire les choses entre élus et scientifiques, le Popsu y était parvenu : il a permis d'impulser de nombreuses dynamiques.* »

Le programme, dont l'exécutif veut la « mise en extinction », accompagnait, notamment, les collectivités pour lutter contre les îlots de chaleur urbains et végétaliser. À Dunkerque (Nord), ville de polders, il a contribué à recourir aux savoirs vernaculaires sur le rapport à l'eau afin de mieux affronter les inondations... « *L'adaptation au changement climatique, elle se fait avec les élus. Nous allons perdre une communauté scientifique qui savait travailler avec eux.* »

Épée de Damoclès

La nouvelle est tout aussi incompréhensible pour le glaciologue Jean-Baptiste Bosson, qui fait partie des scientifiques du projet Agir pour les glaciers du programme Érable. « *Avec ce projet, nous avons développé les connaissances sur le changement climatique, fait évoluer les narratifs, et commencé à transformer des territoires.* »

À Bourg-Saint-Maurice (Savoie), par exemple, cela a abouti au lancement du démantèlement de certaines infrastructures sur le domaine skiable des Arcs, mais aussi à la création d'une zone protégée sur la partie sud du Mont-Blanc, dessinée par les habitant·es et votée à l'unanimité en conseil municipal.

« *On vit les plus hauts niveaux de chaleur que la France ait jamais connus, poursuit le scientifique. La protection du territoire, c'est maintenant qu'il faut s'en occuper si l'on*

veut un avenir habitable ! Alors qu'on a justement besoin de politiques publiques innovantes et ambitieuses, les décideurs sont en train de casser le thermomètre. Mais ça n'empêchera pas d'avoir la fièvre. »

Érable, dont l'exécutif appelle à « *préparer l'achèvement* », s'inscrivait en outre dans la Stratégie nationale biodiversité 2030, feuille de route fixée par l'exécutif lui-même pour se conformer à l'accord international adopté à Montréal lors de la COP15 pour la biodiversité en 2022.

« Que peut-on attendre de ce gouvernement, très franchement ? Absolument rien sur le plan écologique et social. »

Alain Damasio, écrivain

En clair, ce sont des programmes au centre des politiques publiques annoncées sous le deuxième quinquennat Macron. Tout comme le plus récent Green Team, un projet répondant à la mesure 52 du Pnacc, qui entend sensibiliser la population au changement climatique, ce programme fait également les frais de ce brutal coup de ciseaux.

Parrainé par l'auteur Alain Damasio, il avait pour objectif de faire travailler ensemble écrivain·es de science-fiction, artistes et scientifiques, afin d'imaginer les futurs de la France à horizon 2100. Pas moins de 450 artistes avaient répondu à l'appel lancé par le GIP Epau, dix personnes devaient être retenues. Le 28 mai, l'exécutif en a décidé autrement : il ne sera pas donné suite à l'appel à candidatures.

Le projet Green Team permettait de « *se concentrer, enfin, sur l'avenir de la seule chose qui mérite une primordiale attention, à savoir que la Terre reste habitable pour tous, humains, animaux, végétaux et biotopes* », regrette l'auteur des *Furtifs*, qui relève que le gouvernement avait en revanche financé le programme Red team pour « *imaginer les guerres du futur* »... « *Ces choix parlent d'eux-mêmes, poursuit Alain Damasio. Mais que peut-on attendre de ce gouvernement, très franchement ? Absolument rien sur le plan écologique et social.* »

Une épée de Damoclès pesait sur le GIP Epau depuis quelques mois. En décembre, une baisse de 70 % de son budget ainsi que l'arrêt à venir de ses missions avaient

été annoncés sans concertation, suscitant la colère de nombreuses personnes impliquées dans ses programmes. L'ensemble des associations d'élus locaux, telles l'Association des maires de France ou Intercommunalités de France, avaient également exprimé leur profond désaccord.

Cela n'a pas suffi, donc, pour faire bouger l'exécutif. Le sort du GIP Epau s'ajoute à l'avenir compromis des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)... et pourrait annoncer d'autres

mesures dans un contexte où les grandes agences – telles que l'Anses (sécurité sanitaire), l'OFB (Office français de la biodiversité) ou Santé publique France – font les frais d'offensives répétées. Si le projet de loi « État local » qui menaçait l'Ademe a finalement été retiré le 25 juin, la pression pour remettre en question les moyens et l'indépendance de ces agences ne fait que s'accroître depuis deux ans.

Amélie Poinssot